



Élections du 24 janvier

La CGT, 1^{er} syndicat dans le groupe PSA



LA CGT ARRIVE EN TÊTE DANS LE GROUPE PSA

après les élections qui ont eu lieu en 2018 dans d'autres usines PSA (Vesoul, Sevelnord, Française de Mécanique, Charleville, Rennes, Trémery, Sept-fons, St Ouen et Sochaux).

- *Résultat chez les ouvriers et employés (70% de l'effectif) :*

CGT	29,8 %
FO	22,4 %
CFTC	16,9 %
CFDT	12,7 %
SUD	2,9%

- *Au total des 3 collèges (ouvriers, employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres) :*

CGT 21,8 %, FO 18,8 %, CFTC 15,8 %, CFDT 13,1 %, SUD 2 %

24 janvier : vous allez élire vos délégués à Mulhouse

Avec les ordonnances Macron, les instances que l'on connaît depuis longtemps (CE, DP et CHSCT) sont supprimées. Lors des élections du 24 janvier, vous allez élire des délégués qui siégeront dans une nouvelle instance, le CSE : le Comité Social et Economique.

En fusionnant les Comités d'établissements, Délégués du Personnel et CHSCT au sein d'une seule instance, l'objectif de Macron et des patrons est clair : **limiter au maximum le nombre de délégués dans les ateliers et les éloigner des salariés.**

Et effectivement, les moyens d'interventions des syndicats vont diminuer, et donc les moyens pour les salariés de s'organiser et de se défendre.

Dans cette situation, les salariés ont besoin d'être représentés et soutenus par les syndicats normalement chargés de défendre leurs intérêts.

Au lieu de cela, en juillet 2016, 5 syndicats (FO-CFDT-CFTC-CGC et SIA) ont signé avec la direction un accord appelé NEC (*Nouvel Elan pour la Croissance*) qui prolonge et aggrave les mesures déjà imposées avec l'accord NCS de 2014.

Ces accords dit de « compétitivité » bloquent nos salaires, suppriment des primes, en diminuent d'autres, baissent les majorations des heures supplémentaires, baissent le paiement du chômage, mettent fin à la subrogation qui permettait le maintien de notre salaire en cas d'arrêt maladie ou d'accident du travail, généralisent le travail à la carte, les heures supplémentaires non payées avec la modulation, etc.

La direction de PSA fait ainsi des centaines de millions d'euros d'économies sur notre dos, alors que le groupe accumule des milliards de bénéfices et est devenu 1^{er} constructeur européen.

La CGT a refusé et combattu cet accord. À Mulhouse et dans d'autres usines du groupe, la CGT a pris l'initiative de demander l'avis du personnel. Beaucoup de salariés se sont prononcés contre. Mais ni la direction, ni les syndicats signataires n'en ont tenu compte.

Ces sacrifices nous ont été imposés avec le chantage suivant : « *cela permettra de sauvegarder les emplois dans les usines* ». Mais il n'en a rien été : des usines ont été fermées, où vont l'être. À Mulhouse, nous sommes passés sous la barre des 5 000 CDI ! C'est plus de 500 emplois en CDI qui sont supprimés chaque année à l'usine. Une ligne de montage a été totalement arrêtée. Des salariés quittent l'entreprise, mais ils ne sont pas remplacés. Les embauches en CDI se font au compte-gouttes. Conséquence : c'est partout des conditions de travail qui se dégradent, un sous-effectif permanent, un manque de moyens pour travailler correctement. Ce sont des pressions sur les salariés malades ou accidentés, et des pressions sur les salariés qui restent.

Nous payons très cher ces accords NCS et NEC qui n'ont pas permis le maintien des emplois, mais qui permettent au PDG d'empocher un salaire de 18 350 € chaque jour !

Pour la CGT, c'est une politique inacceptable.

**LE 24 JANVIER SI VOUS VOULEZ
RENFORCER LE CAMP DES SALARIÉS,
VOTEZ CGT**